

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

---

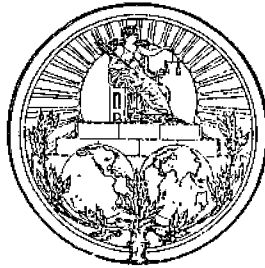
MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

---

1949

RÉPARATION DES DOMMAGES  
SUBIS AU SERVICE  
DES NATIONS UNIES

AVIS CONSULTATIF DU 11 AVRIL 1949.



TROISIÈME PARTIE



CORRESPONDANCE



PART III.



CORRESPONDENCE

1. THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS  
TO THE PRESIDENT OF THE COURT.

Paris, 4 December 1948.

[See p. 8.]

---

2. LE GREFFIER AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES.

10 décembre 1948.

Monsieur le Secrétaire général,

Par votre lettre en date du 4 décembre 1948, vous voulez bien transmettre à la Cour la copie certifiée conforme (en français et en anglais) d'une Résolution du 3 décembre 1948, par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies demande un avis consultatif sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies. Vous voulez bien également faire savoir que, conformément à l'article 65 du Statut, tous documents pouvant servir à élucider la question seront transmis à la Cour le plus tôt possible.

En vous accusant la réception de votre obligeante communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la notification de la demande d'avis aux États admis à ester en justice devant la Cour, notification prévue à l'article 66, paragraphe 1, du Statut, a été faite par mes soins aujourd'hui.

Veuillez agréer, etc.

---

3. LE GREFFIER AU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE VENEZUELA <sup>1</sup>.

10 décembre 1948.

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 66, paragraphe premier, du Statut, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie certifiée conforme d'une lettre (avec annexe) en date du 4 décembre 1948 par laquelle le Secrétaire général des Nations Unies a transmis à la Cour une Résolution de l'Assemblée générale, du 3 décembre 1948, demandant un avis consultatif sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

---

<sup>1</sup> Une communication analogue a été adressée aux gouvernements de tous les États admis à ester devant la Cour, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

4. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE L'AFGHANISTAN <sup>1</sup>.

11 décembre 1948.

Monsieur le Ministre,

Me référant à ma lettre du 10 décembre 1948 relative à la demande d'avis consultatif sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'à la date de ce jour la Cour a décidé, par application de l'article 66, paragraphe 2, de son Statut, de faire connaître à tous les États admis à ester devant elle qu'elle était disposée à recevoir d'eux des exposés écrits avant le lundi 14 février 1949 et qu'elle tiendrait à partir du lundi 7 mars 1949 des audiences pour entendre des exposés oraux. Veuillez agréer, etc.

5. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL OF THE  
UNITED NATIONS (*telegram*).

December 13th, 1948.

6695 Cable 116 Reference your letter fourth December and my letter tenth December concerning request for advisory opinion reparation injuries stop On December eleventh all States entitled appear before Court were notified in accordance Statute Article 66 Paragraph two that Court is prepared receive from them written statements before Monday fourteenth February 1949 and would hear oral statements Monday seventh March 1949.

6. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE L'AFGHANISTAN <sup>1</sup>.

14 décembre 1948.

Monsieur le Ministre,

Les 10 et 11 décembre 1948, j'ai eu l'honneur de faire tenir à Votre Excellence deux communications relatives à la demande d'avis consultatif adressée à la Cour par l'Assemblée générale des Nations Unies et relative à la réparation des dommages subis au service des Nations Unies.

Me référant à ces communications, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie certifiée conforme de l'ordonnance, rendue le 11 décembre 1948 <sup>2</sup>, par laquelle la Cour a, d'une part, fixé

<sup>1</sup> Une communication analogue a été adressée aux gouvernements de tous les États admis à ester devant la Cour, ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

<sup>2</sup> Voir *Publications de la Cour, Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances*, 1947-1948. *Ordonnance du 11 décembre 1948*, pp. 121-122.

la date d'expiration du délai pour le dépôt d'exposés écrits en cette affaire et, d'autre part, fixé la date de l'ouverture des audiences pour entendre des exposés oraux.

En ce qui concerne les exposés oraux, je vous serais reconnaissant, au cas où votre Gouvernement désirerait en faire présenter un, de bien vouloir m'en aviser avant le lundi 28 février 1949.

Je saisis cette occasion pour rappeler à Votre Excellence qu'aux termes de l'article 39 du Statut, paragraphe 1, les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais.

Veillez agréer, etc.

7. THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL IN CHARGE OF THE LEGAL DEPARTMENT OF THE UNITED NATIONS TO THE REGISTRAR.

Lake Success, 16 December 1948.

Dear Mr. Hambro,

On 4 December the Secretary-General informed the President of the International Court of Justice that the General Assembly of the United Nations had requested an advisory opinion from the Court on certain legal questions relating to reparations for injuries incurred in the service of the United Nations. In accordance with Article 65 of the Statute of the Court, I am sending under separate cover all documents likely to throw light upon the question on which an advisory opinion has been requested. Twenty-five copies in English and twenty-five copies in French of the following documents are being sent :

A/674.	A/C.6/286.
A/C.6/275.	A/C.6/287.
A/C.6/275/Rev. I.	A/C.6/291.
A/C.6/275/Rev. I/Corr. I.	A/C.6/292.
A/C.6/276.	A/C.6/293.
A/C.6/277.	A/C.6/294.
A/C.6/278.	A/749.
A/C.6/279.	A/749/Corr. I & 2.
A/C.6/279/Corr. I.	A/C.6/SR.112.
A/C.6/280.	A/C.6/SR.113.
A/C.6/281.	A/C.6/SR.114.
A/C.6/281/Rev. I.	A/C.6/SR.115.
A/C.6/281/Rev. 2.	A/C.6/SR.116.
A/C.6/282.	A/C.6/SR.117.
A/C.6/283.	A/C.6/SR.119.
A/C.6/284.	A/C.6/SR.120.
A/C.6/285.	A/C.6/SR.121.
A/C.6/124.	A/SR.169.

Sincerely yours,

(Signed) IVAN KERNO.

8. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG AU GREFFIER.

Luxembourg, le 21 décembre 1948.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres nos 6667 du 10 décembre et 6697 du 14 décembre ainsi que de votre télégramme du 11 décembre 1948 concernant l'avis consultatif demandé par l'Assemblée générale sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies. J'ai l'honneur de vous informer à ce sujet que le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas, en ce moment, de présenter un exposé écrit ou oral devant la Cour.

Je saisis cette occasion, etc.

---

9. LE CHEF DES SECTIONS INTERNATIONALES DU MINISTÈRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'AFGHANISTAN AU GREFFIER (*télégramme*).

Caboul, le 3 janvier 1949.

Au sujet de votre télégramme n° 6677 Afghanistan pour le moment n'a rien à ester à la Cour. (*Signé*) DJEL ALUDDIN TARZI.

---

10. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES PAYS-BAS  
AU GREFFIER.

La Haye, le 3 janvier 1949.

Monsieur le Greffier,

En réponse à votre lettre du 14 décembre dernier GC/ES n° 6697, concernant la demande d'avis consultatif adressée à la Cour par l'Assemblée générale des Nations Unies et relative à la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement néerlandais n'a aucun exposé écrit ou oral contenant des observations au sujet de cette affaire à présenter.

Veillez agréer, etc.

---

11. THE DEPUTY SECRETARY TO THE GOVERNMENT OF INDIA  
TO THE REGISTRAR.

28th December 1948.

[*See p. 12.*]

---

12. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA RÉPUBLIQUE D'ÉQUATEUR AU GREFFIER.

Quito, le 23 décembre 1948.

Señor Archivero de la Corte :

Me es grato avisar recibo de su atento cablegrama número 6677, fechado el 12 de los corrientes, relativo a la formulación de una opinión consultiva de parte de la Corte Internacional de Justicia acerca de la reparación de los daños sufridos al servicio de las Naciones Unidas.

2. Al respecto, me permito manifestarle que el Ecuador no interpondrá en las exposiciones escritas u orales tendientes a la elaboración de ese dictamen.

Soy de Usted atento y seguro servidor.

Por el Ministro, el Subsecretario,  
(Signé) .....

13. LA SECRÉTAIRERIE D'ÉTAT DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI AU GREFFIER.

Port-au-Prince, le 20 décembre 1948.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre datée du 10 décembre courant, référence GC/ES 6667, par laquelle vous m'avez transmis copie de la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 3 décembre 1948, demandant un avis consultatif sur la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, et copie de la lettre y relative, adressée à la Cour internationale de Justice par le Secrétaire général de ladite Organisation.

Conformément à la demande contenue dans votre câble du 11 décembre courant, la Secrétairerie d'État des Relations extérieures se propose de vous envoyer au cours du mois de janvier prochain un exposé écrit exprimant ses points de vue sur la question.

Veuillez agréer, etc.

14. THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS  
TO THE PRESIDENT OF THE COURT.

Lake Success, 10 January 1949.

Sir,

I have the honour to inform you that I have designated Mr. Ivan Kerno, Assistant Secretary-General in charge of Legal Affairs, as agent and representative of the Secretary General in the proceedings of the Court relating to the advisory opinion requested by the General Assembly with regard to reparations for injuries suffered in the service

of the United Nations. Mr. A. H. Feller, Director, Legal Department, will accompany Mr. Kerno in the capacity of counsel.

Mr. Kerno and Mr. Feller are authorized to present the views of the Secretary-General and to supply to the Court such written or oral statements as may facilitate its task in this matter.

I have, etc.

(Signed) TRYGVE LIE.

---

15. THE MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS OF ICELAND  
TO THE REGISTRAR.

The Ministry for Foreign Affairs of Iceland presents its compliments to His Excellency, the Registrar of the International Court of Justice, and with reference to his letter of December 14, 1948, has the honour to inform him that the Government of Iceland will not present a statement concerning reparation for injuries suffered in the service of the United Nations.

Reykjavik, January 14, 1949.

---

16. LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE BELGIQUE, AU GREFFIER.

Bruxelles, le 24 janvier 1949.

Monsieur le Greffier,

Par une ordonnance du 11 décembre, relative à la demande d'avis consultatif formulée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 3 décembre 1948, la Cour internationale de Justice a fait connaître aux États admis à ester devant elle, qu'elle était disposée à recevoir d'eux des exposés écrits sur les questions à elle soumises, ainsi qu'à entendre des exposés oraux.

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement belge souhaite réserver son droit d'exposer oralement son point de vue devant la Cour, lors de l'audience fixée au lundi 7 mars 1949, mais qu'il ne compte pas se prévaloir du droit d'envoyer un exposé écrit avant le 14 février 1949.

Veuillez agréer, etc.

---

17. THE CHINESE AMBASSADOR TO THE REGISTRAR.

26th January, 1949.

[See pp. 13-14.]

---



18. THE ACTING MINISTER OF EXTERNAL AFFAIRS  
OF NEW ZEALAND TO THE REGISTRAR.

Wellington, N.Z., 14 January 1949.

Sir,

I have the honour to acknowledge your communications of 10, 11 and 14 December 1948, relating to the request for an advisory opinion which was addressed to the Court by the General Assembly of the United Nations in regard to reparation for injuries suffered in the service of the United Nations.

With reference to your communication of 14 December, GC/HW/EAA.6697, with which was transmitted a certified true copy of the Order fixing time, made by the Court on 11 December, I have the honour to advise that my Government do not desire to present either written or oral submissions in this case.

I have, etc.

(Signed) E. NASH.

19. THE REGISTRAR TO THE ASSISTANT SECRETARY-GENERAL IN CHARGE  
OF THE LEGAL DEPARTMENT OF THE UNITED NATIONS.

28th January, 1949.

Dear Dr. Kernö,

I have now received from New York 25 sets of documents, in connexion with the Advisory Opinion requested from the Court on reparation for injuries incurred in the service of the United Nations, of which you informed us in your letter of December 16th, 1948.

As far as we have been able to do so, we have checked the sets received. The following documents were not included in the parcel neither were they referred to in your above-mentioned letter :

A/C6/SR.118.	French and English.
A/C6/SR.124.	French and English.
A/C6/SR.124/Corr. 1.	
A/C6/275/Rev.1/Corr. 2.	

I should be grateful if 25 copies of each in both languages of these could be sent by air-mail.

20. THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES OF AMERICA  
TO THE REGISTRAR.

February 14, 1949.

[See pp. 19-22.]

21. THE AMBASSADOR OF THE UNITED KINGDOM, THE HAGUE,  
TO THE REGISTRAR.

14th February, 1949.

Sir,

With reference to your letters of December 10th, 11th and 14th, 1948, and to the order of the Court dated December 11th, 1948, concerning the Request for an Advisory Opinion in regard to reparation for injuries suffered in the service of the United Nations, and with reference to Article 66, paragraph 2, of the Statute of the Court, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to transmit herewith in one original signed by myself, accompanied by 29 copies, the text of a written statement<sup>1</sup> on this subject submitted by the Government of the United Kingdom.

I have, etc.

(Signed) PHILIP NICHOLS.

22. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER.

Paris, le 12 février 1949.

Monsieur le Greffier,

En me référant à votre communication n° 6667, du 10 décembre 1948, et à l'article 66 du Statut de la Cour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français a décidé de soumettre à la haute instance un exposé écrit dans l'affaire de l'avis consultatif demandé par l'Assemblée générale au sujet de la question des réparations pour dommages corporels subis au service des Nations Unies.

Vous trouverez ci-joint le texte de ces observations<sup>2</sup>.

D'autre part, il entre également dans les intentions du Gouvernement français d'intervenir dans la procédure orale qui se déroulera au sujet de la même affaire.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères  
et par délégation,  
L'Ambassadeur de France secrétaire général  
du ministère des Affaires étrangères,  
(Signé) [Illisible].

<sup>1</sup> See pp. 23-42.

<sup>2</sup> Voir pp. 14-18.

23. LE GREFFIER AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES RELATIONS  
EXTÉRIEURES DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (*télégramme*).

7197 Référence votre lettre vingt décembre 1948 exposé écrit pas encore reçu *stop* Délai pour dépôt ce document déjà expiré.

24. LE GREFFIER AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE L'AFGHANISTAN <sup>1</sup>.

17 février 1949.

Monsieur le Ministre,

Par mon télégramme n° 6677 en date du 11 décembre 1948 relatif à l'affaire de la réparation des dommages subis au service des Nations Unies (demande d'avis consultatif), j'ai fait connaître à Votre Excellence, en me référant aux dispositions de l'article 66, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, que la Cour était disposée à recevoir, avant le 14 février 1949, des exposés écrits des États admis à ester en justice devant elle. J'ai ajouté que la Cour tiendrait à partir du lundi 7 mars 1949 des audiences pour entendre des exposés oraux.

J'ai aujourd'hui l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que plusieurs gouvernements se sont prévalus de la faculté de présenter des exposés écrits. Vous voudrez bien trouver ci-joint, pour votre information, un volume, imprimé par les soins du Greffe, où sont reproduits ces exposés.

Je saisis cette occasion pour rappeler que, par ma lettre n° 6697 du 14 décembre 1948, je vous ai fait connaître que, si votre Gouvernement désirait faire présenter un exposé oral, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'en aviser avant le lundi 28 février 1949.

Veuillez agréer, etc.

25. THE REGISTRAR TO THE AMBASSADOR OF CHINA, THE HAGUE <sup>2</sup>.

17th February, 1949.

Sir,

In your letter dated January 26th, 1949, Your Excellency was good enough to set out the views of your Government on the question submitted to the International Court of Justice for an advisory opinion concerning reparation for injuries suffered in the service of the United Nations.

<sup>1</sup> Une communication analogue a été adressée aux gouvernements de tous les États admis à ester devant la Cour, à l'exception de ceux qui avaient fait tenir à la Cour un exposé écrit.

<sup>2</sup> A similar communication was sent to the governments of the other States entitled to appear before the Court which had sent a written statement (Governments of India; Great Britain and Northern Ireland, the U.S.A., and France).

Following upon this communication and in accordance with the terms of paragraph 4 of Article 66 of the Statute of the Court, I have the honour to send you herewith a volume, printed by the Registry, in which are reproduced the written statements submitted in this question.

I also have the honour to remind you that the date for the opening of the oral proceedings has been fixed for Monday, March 7th, 1949; and that if, on this occasion, your Government intends to present an oral statement, I should be glad to be informed before February 28th, 1949.

---

26. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS.

17th February, 1949.

Sir,

With reference to the letter from the Secretary-General of the United Nations, dated January 10th, 1949, I have the honour to send you herewith, for your information, five copies of a volume containing the printed text of the observations presented by the Governments in connexion with the request for advisory opinion on reparation for injuries suffered in the service of the United Nations. These observations have been communicated under Article 66, paragraph 4, of the Court's Statute to States which have sent in such statements, and also, for their information, to the other States which had received the special and direct communication mentioned in paragraph 2 of the same Article, that is to say, to all the other States entitled to appear before the Court.

I have, etc.

---

27. LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE VENEZUELA AU GREFFIER.

Caracas, 12 de febrero de 1949.

Señor Secretario :

Me es grato avisar a usted el recibo de su atenta nota GC/ES 6667, fechada el 10 de diciembre próximo pasado, acompañada de los anexos a que hace referencia, en la cual tuvo a bien solicitar de este Gobierno su opinión acerca de la reparación de los daños sufridos por los funcionarios de las Naciones Unidas en servicio.

La Cancillería en vista de la premura de la fecha en que debe ser enviada la opinión solicitada, se encuentra en la imposibilidad de remitir una contestación adecuada al interesante problema consultado, pero verá con agrado que el fallo que la Corte emita en definitiva, esté encaminado al mayor fortalecimiento internacional de las Naciones Unidas.

Válgame de la ocasión para reiterar, etc.

(Signé) [Illisible.]

---

## 28. LE MINISTRE DE DANEMARK A LA HAYE AU GREFFIER.

La Haye, le 24 février 1949.

Monsieur le Greffier,

Me référant à votre lettre en date du 17 février 1949 concernant la réparation des dommages subis au service des Nations Unies (n° 7220), j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement danois ne se propose pas de présenter un exposé oral sur cette question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. WASSARD.

## 29. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER.

Paris, le 23 février 1949.

Monsieur le Greffier,

Par lettre n° 7225, en date du 17 février, vous avez bien voulu m'adresser, en application de l'article 66 du Statut de la Cour, un volume imprimé par les soins du Greffe où sont reproduits les exposés écrits qui ont été présentés en l'affaire de l'avis consultatif demandé au sujet de la question des réparations pour dommages corporels subis au service des Nations Unies.

J'ai l'honneur d'accuser réception et je vous remercie de cette obligeante communication.

Vous m'avez confirmé, d'autre part, que la date d'ouverture de la procédure orale a été fixée au lundi 7 mars 1949.

Je vous fais savoir à cette occasion que le Gouvernement français a désigné son représentant : il a nommé agent M. Charles Chaumont, professeur agrégé des Facultés de droit.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre et par autorisation,  
Le directeur du Secrétariat des Conférences,  
(Signé) [Illisible.]

## 30. THE AMBASSADOR OF THE UNITED KINGDOM AT THE HAGUE TO THE REGISTRAR.

26th February 1949.

Sir,

I have the honour to inform you, with reference to your communication of 17th February concerning reparation for injuries caused to United Nations servants, that His Majesty's Government in the United Kingdom intend to present an oral statement to the Court on this matter.

2. Mr. G. G. Fitzmaurice, Second Legal Adviser, Foreign Office, will be the Agent of the Government of the United Kingdom for the

purposes of the oral hearing. If it is found necessary for other Counsel to attend in addition to Mr. Fitzmaurice I will notify you of this in due course.

3. I should also be grateful if you could kindly supply me with three additional copies of the printed booklet which you recently sent to this Embassy, containing the observations submitted by governments on the above question.

(Signed) PHILIP NICHOLS.

---

31. L'AMBASSADEUR DE BELGIQUE A LA HAYE AU GREFFIER.

La Haye, le 28 février 1949.

Monsieur le Greffier,

Comme suite à votre office du 17 février 1949, n° 7220, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement belge a l'intention de faire usage de la faculté que la Cour internationale de Justice lui a laissée de prendre part à la procédure orale devant la Cour internationale de Justice concernant la réparation des dommages subis au service des Nations Unies.

Le Gouvernement belge a désigné à cette fin M. Georges Kaeckenbeek, D. C. L., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, chef du Service des Conférences de Paix et de l'Organisation internationale au ministère des Affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'Arbitrage, Secrétaire Général adjoint de l'Institut de droit international.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) E. GRAEFFE.

---

32. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS<sup>1</sup>.

2nd March, 1949.

Sir,

I have the honour to inform you that the International Court of Justice will sit on Monday, March 7th, at 11 a.m., to begin the hearing of the statements to be submitted by governments on the question before the Court for advisory opinion concerning reparation for injuries suffered in the service of the United Nations.

The President of the Court, M. Jules Basdevant, will be glad if you will kindly call on him in his room at the Peace Palace at 10.00 on the morning of the 7th.

The Governments of the following countries have announced their wish to be heard by the Court on the above subject:

---

<sup>1</sup> A similar communication was also sent to the representatives of Governments: M. Kaeckenbeek for Belgium, M. Chaumont for France, and Mr. G. G. Fitzmaurice for Great Britain.

*France* : Represented by M. Charles Chaumont,  
*The United Kingdom* : Represented by Mr. G. G. Fitzmaurice,  
*Belgium* : Represented by M. Georges Kaeckenbeeck.  
 I have, etc.

33. LE REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
 AU GREFFIER.

Paris, le 1<sup>er</sup> mars 1949.

Monsieur le Greffier et cher Ami,

Comme vous le savez, j'ai été désigné comme représentant du Gouvernement français près de la Cour dans l'affaire de l'avis consultatif demandé au sujet de la question des réparations pour dommages corporels subis au service des Nations Unies.

Je désirerais vivement être reçu par vous et vous demanderais si je pourrais me présenter à cet effet le 7 mars à 9 h. 30 au Greffe.

En même temps, je vous serais obligé de faire connaître au Président que je lui serais reconnaissant de m'accorder une audience.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) CHAUMONT.

34. LE REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES  
 AU PRÉSIDENT (*extrait*).

Lake Success, New-York, le 25 février 1949.

Mon cher Président,

.....

Nous serions en effet très désireux de savoir quel programme vous avez fixé pour la procédure orale, et, particulièrement, si vous comptez procéder de la même manière que l'année dernière, ce qui signifierait que les représentants du Secrétaire général prendraient la parole les premiers, dès lundi matin, le 7 mars.

.....

Je vous prie, etc.

(Signé) IVAN KERNO.

35. THE REPRESENTATIVE OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM  
 TO THE REGISTRAR.

Foreign Office, S.W. 1, 3rd March, 1949.

Dear Hambro,

As I think you know, I shall be representing the United Kingdom at the oral proceedings beginning on Monday and I should like to draw your attention to the following point.

We have been looking over the record of the oral proceedings last year in connexion with the advisory opinion given by the Court about the admission of new Members to the United Nations and it seems to us that the order in which the various representatives spoke was not a very good one. What happened, I gather, was that the representatives of the United Nations Secretariat spoke first and that after that the representatives of various governments spoke in the order of the dates on which they had signified their intention of speaking. But the result of this, as it happened, was that most of the speakers who took the view that it was improper to vote against the admission of a new Member on grounds other than those indicated by Article 4 of the Charter spoke in a bunch while equally those who took the contrary view also spoke one after the other, whereas it would probably have been more helpful to the Court if exponents of the rival views had spoken alternately.

In the present case it is perhaps not so important because, as far as I can see, all those who are going to speak are going to put forward roughly the same view. On the other hand, they may not all put forward the same arguments and some of them may be critical of, or wish to comment on, the arguments put forward by others. We have been wondering, therefore, whether it would be possible for you to suggest to the President of the Court that he should hold a meeting with the representatives of the governments with a view to arranging the order in which they should speak, so as to arrive at the order which is best calculated to bring out the various points.

So far as the United Kingdom Government is concerned, our position is that while we propose to recommend to the Court that it should give an affirmative answer to the question addressed to it, we are somewhat critical of some of the grounds which have been suggested in support of such an answer. Therefore, if we have any choice in the matter we should, on the whole, prefer to speak later rather than earlier in the proceedings.

Yours, etc.

(Signed) G. G. FITZMAURICE.

36. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS<sup>1</sup>.

7 March, 1949.

Sir,

According to Article 60, paragraph 3, of the Rules of Court:

“A transcript of speeches or declarations made by agents, counsel or advocates shall be made available to them for correction or revision, under the supervision of the Court.”

A provisional transcript of each hearing is communicated without delay to all concerned.

I should be obliged if you would inform me whether you intend to avail yourself of the right accorded you by this provision, in so

<sup>1</sup> A similar communication was also sent to the other speakers.



far as concerns the statements which you make. Should your reply be in the affirmative, I should be grateful if you would let me have any corrections you may make as soon as possible after the hearing at which you have spoken, and, in any case, before you leave The Hague.

Thanking you in advance, I am, etc.

---

**37. THE PERMANENT SECRETARY OF FOREIGN AFFAIRS OF BURMA  
TO THE REGISTRAR.**

Rangoon, 1st March, 1949.

Sir,

In reply to your letter No. 7220 GC/HW/MES dated the 17th February, 1949 (received here on the 24th only), on the subject of reparations for injuries suffered in the service of the United Nations, I am directed to inform you that there is no intention on the part of the Government of Burma to present any oral statement in the matter.

I am also to inform you in this connexion that a written statement of the Government of the Union of Burma was submitted under Foreign Office letter No. INT.86/G dated the 22nd February, 1949. I have, etc.

(Signed) SOE TIN.

---

**38. THE REGISTRAR TO THE PERMANENT SECRETARY OF FOREIGN  
AFFAIRS OF BURMA.**

12th March, 1949.

Sir,

I have the honour to acknowledge your letter of 1st March, 1949, on the subject of reparations for injuries suffered in the service of the United Nations, and I note that your Government does not intend to present any oral statements to the Court in the matter.

I also note that your Government has transmitted to the Court a written statement on the subject, dated February 22nd, 1949. This statement has not, at present, been received, but should it arrive before the conclusion of the proceedings it will be brought to the notice of the Court. The Court will have to decide whether the document can be accepted at a date later than the one fixed by Order of the Court of December 11th, 1948, for the submission of written observations.

I have, etc.

---

**39. THE REGISTRAR TO THE REPRESENTATIVE OF THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS<sup>1</sup>.**

15th March, 1949.

Sir,

I have the honour to send you three copies of the preliminary volume printed for the use of the members of the Court in the case for advisory opinion concerning reparation for injuries suffered in the service of the United Nations. This volume contains the text of the stenographic record, duly corrected by the speakers, of the pleadings which took place from March 7th to 9th, 1949.

I have, etc.

---

**40. THE MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF VENEZUELA  
TO THE REGISTRAR.**

Caracas, 15 de marzo de 1949.

Señor Secretario :

Me es grato avisar a usted el recibo de su atenta nota GC/ES 7220, fechada el 17 de febrero próximo pasado, por la cual se sirvió solicitar de este Gobierno una opinión verbal relacionada con la reparación de los daños ocurridos a Funcionarios de las Naciones Unidas en el servicio de dicho Organismo.

Cumplo con manifestarle que la Cancillería, dada la premura con que se solicitó la respuesta al interesante problema planteado, se vió en la imposibilidad de darla, pero espera que el fallo que en definitiva emita la Corte propenda a un mayor fortalecimiento de las Naciones Unidas.

---

**41. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU LUXEMBOURG  
AU GREFFIER.**

Luxembourg, le 29 mars 1949.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre note n° 7220 du 17 février 1949, relative à l'affaire de la réparation des dommages subis au service des Nations Unies. J'ai l'honneur de vous informer à ce sujet que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas l'intention de présenter un exposé oral devant la Cour.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre des Affaires étrangères,  
Le Conseiller de Gouvernement,

*(Signé)* [Illisible.]

---

<sup>1</sup> A similar communication was also sent to the other speakers.

42. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL  
OF THE UNITED NATIONS (*telegram*).

April 4th, 1949.

7576 cable 23. Have honour inform you that reading of advisory opinion reparation injuries fixed Monday April eleventh at 10.30 a.m.

43. LE GREFFIER AU REPRÉSENTANT DE LA BELGIQUE<sup>1</sup>.

6 avril 1949.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que l'audience au cours de laquelle la Cour prononcera son avis consultatif dans l'affaire relative à la réparation des dommages subis au service des Nations Unies, a été fixée au lundi 11 avril 1949, à 10.30 heures. Veuillez agréer, etc.

44. THE MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF GUATEMALA  
TO THE REGISTRAR.

Guatemala, 21 de marzo de 1949.

Señor Escribano :

Tengo el agrado de acusar recibo de su atenta nota No. GC/ES 7220, de fecha 17 de febrero recién transcurrido, en la cual se ha servido usted solicitar se le informe si el Gobierno de Guatemala desea presentar una exposición oral en relación al asunto de la reparación de daños sufridos al servicio de las Naciones Unidas.

Sobre el particular, manifiesto a usted que el Gobierno de Guatemala no está en posibilidad de presentar exposición oral ante la Honorable Corte Suprema de Justicia, sobre el asunto mencionado.

Aprovecho la oportunidad para reiterar, etc.

45. THE REGISTRAR TO THE SECRETARY-GENERAL  
OF THE UNITED NATIONS (*telegram*).

April 11th, 1949.

7620 Cable 26. Court delivered advisory opinion to-day April eleventh *stop* Text of the operative part in English follows quote :

[See Publications of the Court, Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders, Reparation for injuries suffered in the service of the United Nations, 1949, *pp.* 187-188.]

<sup>1</sup> Une communication analogue a été adressée aux représentants de la France et du Royaume-Uni.

French text quote :

[*Voir* Publications de la Cour, Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances. Réparation des dommages subis au service des Nations Unies, 1949, pp. 187-188.]

Authentic copy despatched to-day *stop* 100 airmail copies for U.N. Members being despatched later this week.

---

46. LE GREFFIER AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES.

11 avril 1949.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, à destination de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'expédition scellée et signée de l'avis consultatif rendu à la date du 11 avril 1949<sup>1</sup>, par la Cour internationale de Justice, dans l'affaire relative à la réparation des dommages subis au service des Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

---

47. LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL  
AU GREFFIER.

Rio de Janeiro, em 17 de fevereiro de 1949.

Senhor Escrivão,

Tenho a honra de acusar o recebimento de sua carta de 10 de dezembro de 1948 e do telegrama de 11 dos mesmos mês e ano, pelos quais Vossa Senhoria me comunicou que os Estados membros da Corte Internacional de Justiça poderiam apresentar-lhe exposições escritas sobre a reparação dos danos sofridos a serviço das Nações Unidas, até 14 de fevereiro corrente, e exposições orais a 7 de março proximo.

2. Em resposta, agradecendo-lhe a gentileza da comunicação, levo ao conhecimento de Vossa Senhoria que o Governo brasileiro não deseja formular nenhuma observação sobre o assunto, neste ensejo.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Senhoria, etc.

---

<sup>1</sup> Voir *Publications de la Cour, Recueil des Arrêts, Avis consultatifs et Ordonnances. Réparation des dommages subis au service des Nations Unies*, 1949, pp. 174-220.

## 48. THE FOREIGN OFFICE OF BURMA TO THE REGISTRAR.

No. INT. 164/G.

Foreign Office, Rangoon.

Dated the 5th May 1949.

In acknowledging the receipt of your letter No. 7393/6197 dated the 12th March 1949<sup>1</sup>, I am directed to enclose herewith a copy of this Office letter No. INT. 86/G. dated the 22nd February 1949 (in lieu of the original which appears to have been lost in transit) containing the statement of the Government of the Union of Burma on the subject of reparations for injuries suffered in the service of the United Nations.

I am to request that the statement of the Government of the Union of Burma may kindly be placed before the Court for consideration, if it is not adjudged to be time barred.

I have, etc.

(Signed) SOE TIN,  
For Permanent Secretary,  
Foreign Office.

*Annex to No. 48.*

## STATEMENT OF THE GOVERNMENT OF THE UNION OF BURMA.

Foreign Office, Rangoon.

No. INT. 86/G.

Dated the 22nd February 1949:

Sir,

In continuation of this Office letter No. INT. 477 dated the 31st December 1948 on the subject of reparations for injuries suffered in the service of the United Nations, I am directed to forward hereunder the statement of the Government of the Union of Burma:

The answer to question (1) must depend upon the terms of service or the conditions of employment by which the agent concerned has agreed to serve with the United Nations Organization. If there are specific terms in regard to such matter as suffering injury whilst performing duly on behalf of the United Nations Organization, then the claim for compensation must surely be in accordance with the terms contained in the contract or conditions of employment. In the absence of any terms of employment the Government of the Union of Burma is of the view that the victim or the agent himself must prefer a claim against the responsible *de jure* or *de facto* government for the injury suffered by him in the performance of duties on behalf of the United Nations Organization. The reason is that it is a personal injury sustained by the agent himself and it is not an injury to the United Nations Organization. If the United Nations Organization is interested at all, it is interested only in its role as an employer or as a principal; and if at all a claim is preferred by the United Nations

<sup>1</sup> See No. 38, p. 146.

Organization, it can only be on behalf of the victim representing the victim's interest, and not in its internationally representative capacity as the United Nations Organization.

In view of the Government of Burma's answer to query (1) the answer to query (2) does not arise.

I have, etc.

(Signed) SOE TIN,  
For Permanent Secretary,  
Foreign Office.

---

49. THE REGISTRAR TO THE FOREIGN OFFICE OF BURMA.

21st May, 1949.

Sir,

I have the honour to acknowledge your letter of May 5th, 1949, to which was annexed a copy of the letter from your Government, No. INT. 86/G. dated February 22nd, 1949, on the subject of reparation for injuries suffered in the service of the United Nations.

By letter dated April 20th, 1949, I had the honour to transmit to your Government a copy of the Advisory Opinion given in the matter by the International Court of Justice on April 11th, 1949.

I regret to inform you that the statement of your Government having been received after the Court had given its Advisory Opinion, it was not possible to put before the Court the question, stated in my letter of March 12th, 1949, of the acceptability of the document after the time-limit fixed by the Order of December 11th, 1949.

The statement of your Government will, however, be distributed to the Members of the Court for their information, and will appear for reference in the volume of the Court Publications dealing with pleadings, correspondence with governments, etc.

I have, etc.

---